

france3-regions.franceinfo.fr

Pourquoi le passeport du civisme, financé par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin, divise a

Amandine Pointel, Hervé Guiraudou, Isabelle Ganne

5-7 minutes

C'était l'un des dossiers sensibles du dernier conseil municipal du Havre : le passeport du civisme. Comme 500 villes françaises, la cité océane a distribué ce livret aux élèves de CM2 de la ville. Un choix qui heurte les syndicats et les élus communistes.

[Élections municipales 2026](#)

Le dossier du Passeport du civisme n'est pas clos au Havre, mais il entre dans une phase d'incertitude. Ce livret, remis aux élèves de CM2 en septembre dernier, visait à encourager l'engagement citoyen à travers des actions locales : visites en mairie, rencontres avec les pompiers ou participation à des cérémonies commémoratives.

La polémique a éclaté autour de la présence du logo du ministère de l'Éducation nationale sur le livret. Or, selon les syndicats enseignants, le ministère aurait retiré son agrément à l'association fin 2024 et demandé le retrait de son logo.

"Tout le monde a pris ce document en pensant qu'il était estampillé ministère de l'Éducation nationale. On est trompés", s'indigne Morgane Benoist, déléguée syndicale FSU MIPP au Havre.

Le livret a pourtant été distribué en septembre 2025 aux élèves havrais avec ce logo toujours visible.

[Le livret a été distribué en septembre 2025 aux élèves havrais avec ce logo toujours visible. • © France Télévisions](#)

Oumou Niang-Fouquet, adjointe au maire (Horizons !), chargée de l'éducation et de la jeunesse, reconnaît un décalage d'information : *"Entre 2021 et 2024, le dispositif avait été labellisé. Lorsque le ministère a changé, la validation n'a pas été renouvelée en 2025. Nous n'étions pas au courant du refus d'agrément. Nous l'avons appris via les syndicats et nous nous sommes renseignés."*

Au-delà du logo, certains enseignants et élus dénoncent un cadre jugé idéologique. Nathalie Nail, conseillère municipale communiste, pointe notamment un cahier des charges signé avec l'association, dans lequel il est mentionné qu'il ne doit y avoir *"ni wokisme, ni écriture inclusive"*.

"Ce n'est pas neutre. Le civisme n'est pas une marchandise, ce n'est pas un outil de communication, encore moins un cheval de Troie idéologique", affirme-t-elle.

VIDÉO. Reportage d'Hervé Guiraudou et Isabelle Ganne :

durée de la vidéo : 00h01mn56s





Le passeport du civisme fait débat au Havre (Seine-Maritime). • ©FTV

Morgane Benoist évoque également une ligne jugée "très conservatrice" dans certains livrets conçus ailleurs en France, avec un devoir de mémoire considéré comme orienté. *"C'est une vision très conservatrice, avec un devoir de mémoire très pointu. Par exemple, la cérémonie du 11 novembre est obligatoire."*

Au Havre toutefois, le contenu serait différent : rencontres avec les pompiers, visites citoyennes en mairie... *"L'intérieur n'est pas inintéressant",* reconnaît la syndicaliste. *"Mais les enseignants sont déjà compétents pour travailler la citoyenneté avec leurs élèves."*

Elle s'interroge également sur la distribution du livret, après qu'un élu aurait lui-même remis certains exemplaires dans une école où les enseignants ne souhaitaient pas l'utiliser.

Autre sujet sensible : le financement de l'association. Plusieurs opposants soulignent que l'association est soutenue par le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, connu pour ses positions conservatrices et son engagement politique.

"C'est financé par un milliardaire de l'extrême droite et dont le but est de financer le Rassemblement National pour les prochaines élections présidentielles. C'est inquiétant !", estime Morgane Benoist.

Oumou Niang-Fouquet, adjointe au maire, chargée de l'éducation et de la jeunesse nuance : *"Une enquête IFOP a été financée à hauteur de 50 000 euros, mais ce financement n'a pas été directement versé à l'association."*

Elle précise également que la Ville du Havre versait une cotisation annuelle de 3 000 euros pour adhérer au dispositif. *"Le livret havrais est entièrement conçu et imprimé par les services municipaux. Tout ce qui s'y trouve est en lien direct avec Le Havre, pas avec l'association nationale."*

"C'est de l'argent public qui est versé pour le financement d'une association qui a des orientations, des visées idéologiques. Et ça, ce n'est pas acceptable", rétorque la communiste Nathalie Nail.

Pour la municipalité, l'objectif était avant tout pédagogique : *"Nous travaillons pour des enfants de CM2. L'enjeu, à l'échelle du Havre, n'est pas de polémiquer mais de permettre à tous les élèves d'accéder à la citoyenneté."*

L'adjointe en charge de l'éducation et de la jeunesse assure qu'aucune cérémonie n'est obligatoire et que les enfants peuvent valider leur parcours civique de différentes manières.

De son côté, l'association a fait savoir qu'elle n'accepterait plus de soutien financier de Pierre Édouard Stérin. La mairie du Havre dit réfléchir au maintien ou pas de ce partenariat. Dans tous les cas, si de nouveaux livrets sont imprimés se sera sans le logo du ministère.

Avec Hervé Guiraudou et Isabelle Ganne.